
Marie-France Garaud : « une volonté pour la France »

Marie-France Garaud, 'a will for France'

Sabrina Tricaud



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1002>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'Histoire de Sciences Po

Référence électronique

Sabrina Tricaud, « Marie-France Garaud : « une volonté pour la France » », *Histoire Politique* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 16 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1002>

Ce document a été généré automatiquement le 16 septembre 2021.

Histoire Politique

Marie-France Garaud : « une volonté pour la France »

Marie-France Garaud, 'a will for France'

Sabrina Tricaud

- 1 Dans ses Mémoires, Marie-France Garaud évoque en quelques phrases seulement sa participation à la campagne présidentielle de 1981 : « Je m'étais présentée à l'élection présidentielle de 1981, précisément pour dire les raisons qui m'interdisaient, en conscience, de me rallier aussi bien à lui [François Mitterrand] qu'à son prédécesseur. Cette candidature en forme de témoignage s'était imposée à moi comme le prix à payer pour refuser l'un et l'autre¹. » Elle n'ajoute aucun autre commentaire. Cette ellipse interroge, quand on connaît la propension du personnage à dissenter sur la vie politique, ses acteurs, ses enjeux, ses arcanes. Est-ce l'illustration de ce « désenchantement » décrit par Jean-Paul Cointet ? « Marie-France Garaud se situe dans la filiation des conseillers du prince que taraude l'envie de l'action et que retient l'inévitable désenchantement de celle-ci². » Sans doute ne juge-t-elle pas opportun, vingt-cinq ans plus tard, de revenir sur cet épisode où elle fut véritablement au grand jour, elle qui avait été jusqu'aux années 1980 une femme de l'ombre.
- 2 Avant la campagne présidentielle de 1981, Marie-France Garaud était en effet une « Richelieu en jupons³ » agissant dans les coulisses du pouvoir davantage que sur le devant de la scène. Elle avait suscité la curiosité des médias depuis la fin du mandat présidentiel de Georges Pompidou. En 1973, *Newsweek* faisait d'elle « *the most powerful woman of France*⁴ », tandis que l'on pouvait voir son portrait à la Une de *Paris Match* en janvier 1974, surplombant le palais de l'Élysée avec Pierre Juillet et Édouard Balladur, sous le titre « Comment Pompidou gouverne⁵ ». Les médias sont très friands des conseillers du Prince et des officines occultes qui font régulièrement les Unes. Une femme en « père Joseph » fait encore davantage sensation.
- 3 En 1981, Marie-France Garaud n'est donc pas une inconnue du sérail politique, même si la presse la dépeint souvent comme une inconnue du grand public. Sa candidature de 1981 marque toutefois une rupture dans sa carrière politique : elle passe officiellement de l'ombre à la lumière. Elle est en même temps très particulière car sans

être la seule femme à se présenter, elle diffère clairement d'Arlette Laguiller ou d'Huguette Bouchardeau, n'étant ni une femme d'appareil ni investie par un parti politique⁶. Elle fait cavalier seul. Sa campagne est marquée par quelques coups d'éclat qui ne sont pas sans rappeler ses pratiques d'éminence grise : « Forte et belle femme brune, rond visage très blanc, yeux d'impala, bouche menue, parler rapide et chantant. Elle respire l'amitié chaude. Voici quelqu'un qui, au sens le plus beau du terme, aime et sait s'attacher. [...] Il faut pourtant contempler le cou. C'est par lui, puissant et souple, que se trahit la Walkyrie guerrière, âpre au combat⁷. » Comment l'ancienne conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac a-t-elle combattu dans l'arène de l'élection présidentielle de 1981⁸ ?

De la chrysalide au papillon⁹

- 4 Née en 1934, Marie-France Garaud est la fille d'un avoué de Poitiers, conseiller général de la Vienne. Elle débute comme avocate au barreau de Poitiers. Au début de 1961, Jean Foyer, son ancien professeur de droit à la faculté de Poitiers, la fait venir à son cabinet au ministère de la Coopération. Attachée parlementaire de Jean Foyer de novembre 1961 à avril 1962, puis chargée de mission à son cabinet au ministère de la Justice d'avril 1962 à avril 1967, elle entre ensuite au cabinet de Georges Pompidou à Matignon. C'est Pierre Juillet¹⁰, le conseiller politique du Premier ministre, qui la recrute avec mission de travailler au retour des centristes dans la majorité. Elle devient, dès cette époque, une éminence grise dans l'entourage de Georges Pompidou, formant un inséparable duo avec Pierre Juillet.
- 5 De 1969 à 1974, elle est officiellement « conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République ». Comme à Matignon, Marie-France Garaud partage le même bureau que Pierre Juillet : « C'était dans ce bureau que les initiatives purement politiques – les petites et les grandes – se tramaient ; c'était là qu'on travaillait contre Chaban ; c'était là qu'on s'employait à éliminer, l'un après l'autre, les barons¹¹. » Son domaine de prédilection étant les coulisses du pouvoir, elle y déploie ses talents manœuvriers au service de son mentor, Pierre Juillet¹². Elle n'est alors qu'une chrysalide. Elle se meut en papillon fin 1973-début 1974. Le président Georges Pompidou, affaibli par la maladie, semble plus réceptif aux suggestions de ses conseillers politiques qui préparent sa succession en misant sur leur poulain, Jacques Chirac. Ce dernier devient le bras armé de leurs ambitions : barrer la route à la candidature de Jacques Chaban-Delmas. Marie-France Garaud est ainsi, avec Pierre Juillet et Jacques Chirac, l'un des principaux artisans de « l'Appel des Quarante-trois » ministres et parlementaires gaullistes en faveur du ralliement à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing, le 13 avril 1974¹³.
- 6 Élu président de la République, Valéry Giscard d'Estaing nomme Jacques Chirac Premier ministre. Marie-France Garaud suit son « petit poussin¹⁴ » à Matignon. Elle n'apparaît pas dans l'organigramme officiel du cabinet mais continue d'y participer. Elle s'occupe des relations avec les parlementaires de la majorité puis travaille en sous-main à la fondation du Rassemblement pour la République (RPR) en 1976¹⁵. En 1977, elle suit son poulain à la mairie de Paris et continue de le conseiller jusqu'en 1979. Après les élections européennes de 1979 qui sont un échec pour la liste du RPR, le « petit poussin » prend son envol et se sépare de ses deux conseillers. Jacques Chirac explique dans ses Mémoires que « le départ de Pierre Juillet et Marie-France Garaud n'est pas

seulement lié aux résultats des élections européennes. Il est avant tout la conséquence d'une volonté de domination excessive qui s'est exercée, non seulement sur moi, mais aussi sur la direction du mouvement tout entière, au point d'être devenue au sein du RPR un facteur inquiétant de rivalités et de divisions. Y mettre un terme était de mon devoir¹⁶ ». Marie-France Garaud est donc congédiée en 1979 et retourne à la Cour des comptes où elle a été nommée conseiller référendaire en 1974. « L'appel de Cochin » (6 décembre 1978) n'est sans aucun doute pas étranger à ce renvoi. Ce communiqué, signé par Jacques Chirac alors hospitalisé à l'hôpital Cochin à Paris, à la suite d'un accident de voiture en Corrèze, a vraisemblablement été rédigé par Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Les termes y annoncent, tant sur le fond que sur la forme, le programme de la candidate de 1981 : l'appel dénonce « le parti de l'étranger » qui est à l'œuvre pour « abaisser la France », à savoir l'Union pour la démocratie française (UDF) fondée par le chef de l'État en 1978¹⁷. Depuis la démission de Matignon de Jacques Chirac à l'été 1976, le divorce était consommé entre les deux conseillers occultes et Valéry Giscard d'Estaing. Après la conquête de la mairie de Paris par Jacques Chirac contre le candidat du président, Michel d'Ornano, et après l'appel de Cochin, la lettre publique adressée par la candidate Marie-France Garaud au président de la République, le 16 décembre 1980, apparaît comme le troisième et dernier acte de cette séparation. Marie-France Garaud y condamne la politique économique du Président sortant, ainsi que sa politique extérieure et sa pratique des institutions. Elle conclut : « Vous nous avez trompés ! »

- 7 Ainsi, début 1979, Marie-France Garaud quitte les entourages politiques, mais non la politique. Lorsqu'elle se présente à l'élection présidentielle de 1981, elle a derrière elle l'expérience de deux campagnes présidentielles car elle a participé activement à celle de Georges Pompidou en 1969 et, dans une moindre mesure, à celle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Elle note d'ailleurs dans ses Mémoires : « Je ne regrette pas d'avoir contribué à la victoire de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 car il était le seul à pouvoir battre François Mitterrand. Mais le bilan du Président sortant était bien peu satisfaisant¹⁸. » Tel fut précisément l'un des leitmotivs de sa campagne.

Sous les projecteurs

- 8 Marie-France Garaud annonce sa candidature à la télévision, sur TF1, le 23 octobre 1980 au cours de l'émission « L'événement », interrogée par Julien Besançon :

« Je ne roule pour personne. D'abord, je ne suis pas un camion. Je défends des idées. [...] Les hommes politiques français sont un peu comme des vieux acteurs qui jouent toujours le même rôle sans s'apercevoir que le décor a changé ou alors ils n'osent pas dire ce qu'ils pensent. [...] Je crois qu'il faudrait essayer de provoquer un langage de vérité. Je crois que la démocratie, c'est la vérité. [...] Oui, je suis candidate. [...] J'ai mesuré plus que tout autre les risques et les difficultés pour moi d'une pareille entreprise. Mais je crois que je dois le faire. [...] Je suis une femme, je suis seule ou presque, je n'ai pas d'appareil et j'ai peu de moyens. Mais je suis libre. Je ne me bats ni pour une carrière, ni pour un parti, ni pour une clientèle. Je me bats pour des idées qui sont les miennes¹⁹. »

- 9 Comment comprendre cet acte de candidature ? Jacques Chirac écrit dans ses Mémoires qu'elle était « poussée par l'ambition, encore inassouvie, d'exister par elle-même et de délivrer seule au pays le message dont elle s'estime porteuse depuis toujours²⁰ ». Cette analyse est corroborée par celle de l'ancien ministre Yves Guéna. Il confie ainsi le

6 décembre 1980 à Jean Mauriac : « Marie-France Garaud, ce n'est qu'une vengeance de femme contre Giscard et Chirac. Elle s'est estimée trompée. Elle se venge bassement²¹. » S'il est difficile de se prononcer sur les motivations profondes du personnage, force est de constater que tout au long de sa campagne, Marie-France Garaud n'eut de cesse de critiquer tant le Président sortant que son ancien Premier ministre. D'ailleurs, lors de l'émission télévisée « Cartes sur table » du 26 janvier 1981 sur Antenne 2, lorsque Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel l'interrogent sur son appartenance à sa « famille politique », le « gaullo-pompidolisme », elle refuse de s'en réclamer. Elle souligne que Georges Pompidou lui-même s'interrogeait sur ce qu'était le « pompidolisme ». Quant au « gaullisme », s'identifiant dans son esprit au « gaullisme de guerre », elle ne peut s'y rattacher car elle avait, souligne-t-elle, six ans en 1940... Naturellement, elle précise qu'elle fut membre fondatrice du RPR mais qu'elle s'en est éloignée à partir du moment où celui-ci est devenu un parti comme les autres, c'est-à-dire un « syndicat d'élus qui voudraient le rester²² ». En février 1981, elle adresse une lettre (rendue publique) à Bernard Pons, secrétaire général du RPR, afin que personne ne présente sa candidature au congrès du mouvement gaulliste²³. Elle cherche sans doute à parer toute tentative de délégitimation de sa candidature par le futur candidat du RPR, dont le nom ne fait pas mystère. En outre, elle ne souhaite pas se rallier à la candidature de Michel Debré : comme son mentor Pierre Juillet, elle a œuvré depuis les années Pompidou à la marginalisation des barons du gaullisme. Pour elle, la candidature Debré relève davantage du témoignage historique que de la compétition électorale.

- 10 Il est cependant clair aux yeux des observateurs politiques que sa candidature affaiblit le candidat Chirac. Le socialiste Daniel Vaillant a témoigné à plusieurs reprises qu'il avait reçu mission de trouver les parrainages manquants pour permettre à Marie-France Garaud d'être candidate afin d'empêcher Jacques Chirac d'accéder au second tour²⁴. Mais sa candidature est aussi clairement anti-giscardienne. Elle est bien décidée à anéantir le chef de l'État, comme le rapporte Olivier Guichard :

« C'est un duo d'assassins [Marie-France Garaud et Pierre Juillet]. Ils ne pensent qu'à assassiner Giscard. Ils y pensent toute la journée. Ils ont été trompés. Mettez-vous à leur place. Ils sont mariés avec quelqu'un qui, au moment du divorce, veut garder l'appartement pour lui, tout l'appartement²⁵. »

- 11 Jacques Chirac n'est pas dupe de la manœuvre. Il demande officiellement à son ancienne conseillère de renoncer... mais elle persiste et signe, comme elle le confirme dans sa conférence de presse du 22 avril 1981 : « J'irai jusqu'au bout. [...] Je ne pense pas qu'on n'ait jamais vu l'exigence se retirer devant la facilité. » Elle ajoute qu'elle ne pense pas que Jacques Chirac soit présent au second tour et conseille à son directeur de campagne, Charles Pasqua, de méditer la fable de La Fontaine sur la grenouille et le bœuf²⁶. La campagne – et son ton sarcastique – est lancée ! Marie-France Garaud obtient les cinq cents parrainages requis. Ils viennent de 70 départements et de toutes les formations politiques : 35 RPR, 31 du Parti républicain, 18 du Parti socialiste, 15 du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), 3 du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), le reste étant composé de divers modérés, divers gauches et sans étiquette²⁷.
- 12 Son équipe de campagne est réduite mais confiée à des personnalités qu'elle connaît de longue date. Pierre Arpaillange en assure la direction. Ce magistrat est l'ancien directeur de cabinet de Jean Foyer au ministère de la Justice en 1967, puis de ses successeurs à l'Hôtel de Bourvallais. Le gaulliste de choc Roger Barberot, compagnon de la Libération, coordonne ses comités de soutien. L'homme jouit d'une réputation

sulfureuse qu'il doit tant à ses activités au sein du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) qu'au Service d'action civique (SAC). Il est notamment mis en cause publiquement dans un brûlot qui fait beaucoup de bruit en 1975, *B... comme Barbouze* de Patrick Chairhoff. Roger Barberot se classe dans l'aile la plus dure du gaullisme²⁸. La candidate Auteur0000-00-00T00:00:00Aest également conseillée par Georges Albertini, ancien bras droit de Marcel Déat et chargé de mission à la présidence du Conseil de Vichy. Après la guerre, il fonde en 1951 un laboratoire d'idées subventionné par la CIA et les milieux patronaux français, spécialisé dans l'anticommunisme. Il a créé la revue *Est-Ouest, bulletin d'information anticommuniste*²⁹. Son fidèle ami Pierre Juillet la conseille aussi durant la campagne, sans apparaître au grand jour comme à son habitude. Cette équipe de campagne est à l'image de son programme et de ses convictions : gaullisme d'ordre et anticommunisme sans concession³⁰. Cette garde rapprochée est secondée, au quartier général de la candidate, Quai Anatole France dans le 7^e arrondissement de Paris, par deux secrétaires, une attachée de presse et une dizaine de permanents. En province, la candidate compte sur des « groupes de solidarité » (comprendre des comités de soutien) qui relaient ses idées dans chaque département et que Roger Barberot coordonne au niveau national³¹. Elle publie en outre un bulletin mensuel de quatre pages au titre éloquent (*La Vérité... est bonne à dire*) à partir du 15 janvier 1981.

- 13 Ses moyens sont réduits. Marie-France Garaud rappelle à plusieurs reprises durant la campagne qu'elle ne dispose pas d'un appareil politique pour la soutenir. D'après *Le Monde* du 7 novembre 1980, le financement de sa campagne est assuré par le groupe américain Texaco qui a des intérêts financiers dans le groupe Martini-Rossi et Saint-Raphaël, ainsi que par le groupe Gardinier, une multinationale franco-américaine spécialisée dans les engrais et le champagne. Sa volonté, répétée tout au long de la campagne, de lutter tous azimuts contre les menaces que l'Union soviétique fait peser sur le monde libre ainsi que ses liens de longue date, attestés depuis son passage dans l'entourage de Georges Pompidou, avec Georges Albertini peuvent expliquer un financement officieux de sa candidature par les Américains. Bien qu'elle le récuse, le doute est permis comme le souligne Michel Jobert, ancien ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou, confiant à Jean Mauriac, le 3 février 1987 :

« Marie-France Garaud [...] ressurgira ! [...] Je suis persuadé qu'elle touche de l'argent des Américains. Je l'ai dit un jour à l'ambassadeur des États-Unis qui ne m'a pas dit le contraire³²... »

Contre la « libellule qui voudrait séduire des monstres froids³³ » : une campagne axée sur l'anticommunisme

- 14 L'essentiel de la campagne de Marie-France Garaud se déroule dans les médias officiels (radio, télévision, presse écrite). Pas de meeting faute de moyens suffisants mais des dîners-débats en province pour relayer ses idées. Sa campagne est marquée par quelques coups d'éclat médiatiques et sa verve sarcastique. Elle est parfois désagréable avec les journalistes qu'elle tient en piètre estime. Ainsi, lors de l'émission « Grand Débat » de TF1 du 8 avril 1981, Patrice Duhamel, Yves Mourousi et Alain Fernbach sont littéralement maltraités par leur invitée. Marie-France Garaud ironise sur la « lucidité » d'Yves Mourousi, indique à Alain Fernbach que ses questions lui font perdre du temps, demande à Patrice Duhamel de « revoir ses classiques³⁴ ». Après l'annonce de sa candidature, le 23 octobre 1980, elle est interviewée sur RTL le 24, puis donne une

première conférence de presse le 18 novembre 1980 à l'Hôtel Lutétia. Voici le commentaire de la journaliste Michèle Cotta qui y assiste :

« Marie-France arrive, parfum et tailleur Chanel. Elle explique sa décision de se présenter par le souci de donner du contenu au débat politique, pour le moment "artificiel, vain et creux". [...] Son analyse est claire, elle l'exprime sur un ton à la limite de l'agressivité, avec, chose rare chez une femme non habituée à la scène publique, une voix harmonieuse, grave mais pas trop. [...] La suite est un festival de vacheries en tous genres. [...] La conférence s'achève. Tout le monde a l'air comblé. Elle a été sûre d'elle et dominatrice. L'humour, la méchanceté, l'intelligence : elle a utilisé tous ses atouts³⁵. »

- 15 Elle est interviewée le 15 décembre 1980 par l'Association de la presse étrangère à Paris, puis participe, le 26 janvier 1981, à « Cartes sur tables » sur Antenne 2 avec Michel Crépeau. Pressentie pour le « Cartes sur table » du 7 décembre 1980, Marie-France Garaud avait refusé d'y participer après avoir été avisée par la chaîne qu'il s'agirait d'une émission spéciale avec les deux autres femmes candidates, Huguette Bouchardeau et Arlette Laguiller. Elle avait jugé cette proposition « stupéfiante » : « Je suis scandalisée que dans la France de 1980, il faille trois femmes pour faire un homme. Si c'est cela la condition féminine, il faudra réellement l'améliorer³⁶. » Toutefois, elle ne joue guère sur la fibre féministe durant la campagne. Ce n'est pas son angle d'attaque privilégié, ne consacrant qu'une petite partie de sa campagne officielle à ce thème³⁷.
- 16 L'essentiel de ses interventions est consacré à prêcher la lutte contre la technocratie et l'Union soviétique, et à torpiller tant Valéry Giscard d'Estaing, le « citoyen-candidat », que son ancien protégé Jacques Chirac.
- 17 Dans sa profession de foi, dont le slogan est « une volonté pour la France », elle explique qu'elle a une « volonté au service de la démocratie », ce qui suppose de dire la vérité aux Français, et une « volonté au service de la liberté des citoyens » contre la « République des technocrates ».

« En 1974, pour la première fois, le président de la République, le Premier ministre et la plupart des ministres et de leurs conseillers sortaient de l'ENA. [...] Ce fut l'an I de la République des technocrates. Nous voilà en l'an VII et que de dégâts accumulés³⁸... »
- 18 Mais avant tout, elle a une « volonté au service de l'indépendance » nationale qui impose la « nécessité absolue de s'opposer à l'impérialisme soviétique » en renforçant tant « nos alliances traditionnelles » que notre capacité de défense et de dissuasion. L'indépendance nationale, thème gaullien par excellence, ne devait pas être pratiquée d'une manière exclusive selon le Général. Il a mené une politique de rapprochement et de coopération pacifique avec l'URSS (voyage en Union soviétique en 1966) afin d'équilibrer sa dépendance à l'égard des États-Unis. Cette politique pragmatique l'a conduit à maintenir des relations avec l'Union soviétique tout en condamnant – mollement – la répression du Printemps de Prague en 1968.
- 19 Après la guerre du Vietnam, les États-Unis se montrent plus hésitants à s'engager fortement sur la scène internationale, ce dont profite l'URSS. Elle développe une politique d'expansion en Afrique (Corne de l'Afrique et Afrique lusophone) en y soutenant les mouvements de libération nationale ainsi qu'en Asie centrale où elle envahit l'Afghanistan en 1979 tandis que Washington perd son principal allié à cause de la révolution islamique en Iran. Ce contexte d'expansion soviétique à l'échelle mondiale favorise l'élection du républicain Ronald Reagan à la présidence des États-Unis en 1980 sur un programme d'opposition frontale à l'URSS résumée dans la formule « *Make*

American great again ». La fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing a pour cadre ces vives tensions internationales qualifiées de « guerre fraîche ». Les premières années du septennat avaient correspondu à l'apogée de la Détente et le président s'inscrivait pleinement dans cette dynamique de rapprochement avec l'Union soviétique³⁹. Mais, dans un contexte désormais différent, il décide en mai 1980, contre l'avis du ministère des Affaires étrangères, de rencontrer Leonid Brejnev à Varsovie. Puis sa condamnation de la répression des émeutes en Pologne (naissance de Solidarnosc) ne l'empêche pas au début de l'année 1981, pour sauver la Détente, d'affirmer qu'il faut « tenir compte des réalités géographiques et stratégiques ». Pour de nombreux observateurs, le chef de l'État est à contre-temps en conduisant une politique d'apaisement alors que les États-Unis mènent une politique d'opposition sans concession à l'Union soviétique. Durant la campagne présidentielle, François Mitterrand fustige d'ailleurs à plusieurs reprises l'attitude jugée pro-soviétique du président sortant qu'il qualifie de « petit télégraphiste⁴⁰ ».

- 20 Marie-France Garaud est quant à elle en rupture tant avec le « gaullo-pompidolisme » qu'avec le giscardisme, estimant que la France doit renforcer sa capacité de dissuasion et consolider ses alliances traditionnelles en refusant tout « neutralisme peureux⁴¹ ». Elle adopte donc une attitude franchement antisoviétique car foncièrement anticommuniste, qui n'est pas sans rappeler la conception et la rhétorique de « l'Empire du mal » du président Reagan. En cela, elle relève sans conteste du gaullisme d'ordre plutôt que de la politique du général de Gaulle qui voyait d'abord dans l'URSS la Russie éternelle, sans être pour autant dupe de la nature du régime communiste. Dans l'ensemble, la politique étrangère occupe plus de place dans sa campagne que dans celle de ses adversaires car c'est, dit-elle, « ce qui lui paraît dominer le reste⁴² ». Et de critiquer vertement la politique étrangère du président sortant. Elle lui adresse une lettre, le 16 décembre 1980, qu'elle rend publique et dans laquelle elle lui reproche d'avoir mené une politique étrangère « si irréaliste et si floue sans que l'on sache si elle est inconsistante à force d'être dissimulée ou le contraire ». Elle l'accuse d'avoir transformé « notre force nucléaire de dissuasion [...] en un moyen de publicité ou l'objet d'un jeu télévisé ». Et de conclure :

« Nous voulions de la rigueur, nous n'avons eu que du laisser-aller. Nous voulions de la générosité, nous n'avons eu que de la condescendance. Nous voulions du désintéressement, nous n'avons eu que de la désinvolture⁴³. »

- 21 En matière économique et sociale, son programme propose une politique de rigueur, visant à diminuer le train de vie de l'État – c'est l'objectif de Raymond Barre depuis 1976. Elle souhaite « redonner un visage vivant et actif aux régions, en s'appuyant sur les hommes qui sont proches des réalités » et en renforçant les institutions régionales. Elle appelle de ses vœux la mise en place d'un exécutif régional et d'une assemblée régionale issue des conseils généraux, dotée d'une large autonomie en matière financière, économique et sociale.
- 22 Quinze jours avant le premier tour, les sondages créditent cette « espèce de Jeanne d'Arc en culotte de chasse à courre allant s'opposer aux chars de Brejnev », selon l'expression de Michel Crépeau⁴⁴, de 1 à 2 % des intentions de vote. Au soir du premier tour, elle totalise 386 623 suffrages, soit 1,1 % des inscrits et 1,3 % des suffrages exprimés. Interrogée par Jean-Pierre Elkabbach alors que les estimations des résultats du premier tour viennent d'être communiqués à l'antenne, elle affirme que son « propos n'était pas électoraliste. [...] Alors 1,3, 1,5, 1,7 ou 1,2, ça n'a, en ce qui me concerne, que très peu d'importance ». Et d'ajouter : « J'attendrai le vendredi 8 qui

précédera le deuxième tour pour me prononcer. [...] J'attends qu'ils se prononcent en matière de politique étrangère⁴⁵. » En définitive, elle préconise le vote blanc au second tour.

- 23 En 2016, Marie-France Garaud confie à *L'Express* que « personne n'avait imaginé – et sûrement pas moi – que cette candidature avait la moindre chance. Nous nous sommes bien amusés⁴⁶ ». Sa candidature a contribué à faire battre Valéry Giscard d'Estaing, qu'elle avait soutenu en 1974 mais qui l'a profondément déçue – tout comme son poulain Jacques Chirac. Elle ne souhaitait manifestement pas leur victoire. Sa candidature, comme celle de Michel Debré mais sur un registre différent⁴⁷, a cristallisé l'opposition d'une frange des milieux gaullistes les plus anticomunistes et, de manière générale, d'un électorat très conservateur. Ces électeurs, en votant pour Marie-France Garaud ou Michel Debré, ont franchi leur Rubicon et ne sont pas tous revenus – surtout si l'on ajoute les consignes officieuses d'abstention du RPR – à Valéry Giscard d'Estaing au second tour. D'une certaine manière, la candidature de Marie-France Garaud fut sa vengeance même.
- 24 Sa carrière politique ne s'arrête pas à son échec à l'élection présidentielle. Elle fonde en 1982 l'Institut international de géopolitique et sa revue intitulée *Géopolitique* qui rassemblent un certain nombre d'intellectuels de droite anticomunistes. Dans la lignée de « l'Appel de Cochin », Marie-France Garaud reste jusqu'au bout fidèle au souverainisme. En 1992, elle est l'une des plus ferventes opposantes au traité de Maastricht⁴⁸. En 1999, elle est candidate aux élections européennes en troisième position sur la liste souverainiste « Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe » conduite par Charles Pasqua et Philippe de Villiers et est élue député européen (1999-2004).

NOTES

1. Marie-France Garaud, *La fête des fous. Qui a tué la V^e République ?*, Paris, Plon, 2006, p. 192.
2. Jean-Paul Cointet, « Marie-France Garaud », dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1995, p. 425.
3. « Marie-France Garaud, un Richelieu en jupons », Claire Cauvin, Dominique Poncet, *Les femmes de Giscard*, Paris, Tema-éditions, 1975, p. 17-28. Le journaliste Olivier Faye vient de publier une biographie de Marie-France Garaud : *La conseillère*, Paris, Fayard, 2021. Elle n'ajoute pas de connaissances nouvelles sur le sujet qui nous occupe ici.
4. *Newsweek*, 10 décembre 1973.
5. *Paris Match*, n° 1289, 19 janvier 1974.
6. Sur l'engagement des femmes en politique, à la fois dans l'ombre des cabinets ministériels et dans la lumière des candidatures aux différentes élections, voir Mariette Sineau, *Profession : femme politique. Sexe et pouvoir sous la V^e République*, Paris, Presses de la FNSP, 2001.
7. Arthur Conte, *Hommes libres*, Paris, Plon, 1973, p. 23.
8. Nous n'avons pas identifié de fonds d'archives sur cet épisode de la vie de Marie-France Garaud. L'essentiel de cette communication repose sur les données issues de la presse, les Mémoires des différents acteurs et les archives de l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Sur la

période où Marie-France Garaud fut conseillère de Georges Pompidou, se reporter à Sabina Tricaud, *L'entourage de Georges Pompidou (1962-1974). Institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.

9. La métaphore est employée par Denis Baudouin, *Dans les allées du pouvoir*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1990, p. 85, pour caractériser l'évolution de la personnalité de Marie-France Garaud au cours des années 1960-1970.

10. Pierre Juillet (1921-1999) a commencé sa carrière politique au Rassemblement du peuple français (RPF) où il fait la connaissance de Georges Pompidou. Malgré son engagement gaulliste et ses liens avec Georges Pompidou et Olivier Guichard, il n'appartint jamais au cercle étroit des « barons ». Dès avril 1962, il fait partie du cabinet de Pompidou à Matignon et devient en quelques années son principal conseiller politique. Son rôle s'affirme véritablement à l'Élysée. « Chargé de mission auprès du président de la République », donc hors hiérarchie, il forme avec Marie-France Garaud le cabinet politique du chef de l'État. Homme de l'ombre, il entretient sagement l'image d'un père Joseph qui aurait influé sur les grandes orientations politiques du régime. S'il joua un rôle incontestable dans la démission du gouvernement de Jacques Chaban-Delmas en juillet 1972 et dans un certain nombre de nominations politiques, son influence sur Georges Pompidou ne fut pas absolue car souvent contrebalancée par celle des secrétaires généraux de l'Élysée. Après les élections législatives de 1973, le conseiller tombe d'ailleurs provisoirement en disgrâce. Il rejoint volontairement sa Creuse natale en laissant son adjointe superviser les dossiers politiques. Il ne revient à l'Élysée qu'à l'extrême fin de 1973 pour préparer la succession de Georges Pompidou, notamment à l'occasion du remaniement ministériel de février 1974. Il est par la suite conseiller auprès de Jacques Chirac, Premier ministre et maire de Paris. Pierre Juillet fut également membre du bureau politique du Rassemblement pour la République (RPR) de 1976 à 1979. En 1979, après l'affaire de « l'appel de Cochin », il démissionne de ses fonctions et déclare abandonner la politique.

11. Philippe Séguin, *Itinéraire dans la France d'en bas, d'en haut et d'ailleurs*, Paris, Le Seuil, 2003, p. 161.

12. Sur le rôle de Marie-France Garaud à Matignon et à l'Élysée, se reporter à Sabrina Tricaud, *L'entourage de Georges Pompidou...*, op. cit.

13. Sur cet épisode, voir Jérôme Pozzi, « L'Appel des 43 et le mouvement gaulliste : manœuvre politique, relève générationnelle et fronde des "godillots" », *Parlement[s]* n° 7, 2007, p. 109-120.

14. C'est ainsi que Marie-France Garaud appelait Jacques Chirac, selon Claire Cauvin, Dominique Poncet, *Les femmes de Giscard*, op. cit., p. 27.

15. Sur la fondation du RPR, se reporter à Jérôme Pozzi, *Les mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux 1958-1976*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 307 et suiv.

16. Jacques Chirac, *Chaque pas doit être un but. Mémoires*, Paris, éditions du Nil, 2009, p. 253-254.

17. Sur l'appel de Cochin et ses suites, voir le récit détaillé des faits dans Bernard Billaud, *D'un Chirac à l'autre*, Paris, Éditions du Fallois, 2005, p. 171-214. Sur l'UDF, voir Gilles Richard, Sylvie Guillaume et Jean-François Sirinelli (dir.) *Histoire de l'UDF. L'Union pour la démocratie française, 1978-2002*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

18. Marie-France Garaud, *La fête des fous...*, op. cit., p. 165.

19. Entretien télévisé de Marie-France Garaud avec Julien Besançon le 23 octobre 1980, <https://www.ina.fr/video/I04240389> [lien consulté le 24/06/2021].

20. Jacques Chirac, *Chaque pas...*, op. cit., p. 291.

21. Fondation Charles de Gaulle, Fonds Jean Mauriac, entretien avec Yves Guéna le 6 décembre 1980, F36/6.

22. Émission *Cartes sur table*, 26 janvier 1981, <https://madelen.ina.fr/programme/marie-france-garaud-michel-crepeau> [lien consulté le 24/06/2021].

23. *Le Monde*, 7 février 1981.

24. Lors d'une entrevue avec François Mitterrand le 12 mars 1981, Daniel Vaillant, conseiller de Paris, est chargé de trouver les parrainages manquants pour permettre à Marie-France Garaud d'être candidate : « Débrouillez-vous avec nos amis dans les départements, conclut-il, pour que des maires ruraux, proches de nous, signent des formulaires en sa faveur. Au fur et à mesure, vous les déposerez chez un ami qui habite le même immeuble qu'elle. Évidemment, cela ne doit pas se savoir du tout. [...] Je me mis donc au travail, passant des coups de fil aux amis proches, dans chaque département. Les parrainages pour M^{me} Garaud furent trouvés et la mission réussie. » Daniel Vaillant, *C'est ça, ma gauche !* Paris, Plon, 2001, p. 57-59. Ce témoignage a été confirmé publiquement par Lionel Jospin, qui avait donné sa bénédiction à l'opération, lors du colloque « Le 10 mai 1981 et la gauche française », organisé au Centre d'histoire de Sciences Po, le 10 mai 2011. Cité par Sabine Jansen, « La politique étrangère et l'élection présidentielle de 1981 », *Revue historique*, 2012/2 (n° 662), DOI : 10.3917/rhis.122.0445. URL : <https://www.cairn.info/revue-historique-2012-2-page-445.htm> [lien consulté le 10/06/2021]. Éric Roussel rapporte de son côté que le camp giscardien encourage la candidature dissidente de Michel Debré en incitant des soutiens potentiels à lui venir en aide (d'après le témoignage de Jacques Wahl à l'auteur). Voir Éric Roussel *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2018, p. 466.
25. Cité par Éric Roussel, *Valéry Giscard d'Estaing*, op. cit., 2018, p. 413.
26. Conférence de presse de Marie-France Garaud, 22 avril 1981, <https://m.ina.fr/video/CAA8100709001/elysee-81-conference-de-presse-marie-france-garaud-video.html> [lien consulté le 24/06/2021].
27. *Le Monde*, 2 avril 1981. Pas d'autre source disponible pour préciser la géographie des parrainages.
28. Frédéric Turpin, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 319-320.
29. Pierre Rigoulot, *Georges Albertini : socialiste, collaborateur, gaulliste*, Paris, Perrin, 2012.
30. François Audigier, « Le gaullisme d'ordre des années 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012, n° 116, p. 53-68.
31. *Le Monde* du 7 novembre 1980 et reportage du journal télévisé d'Antenne 2 sur les comités de soutien de Marie-France Garaud le 23 avril 1981, <https://m.ina.fr/video/CAB8101401001/comite-de-soutien-marie-france-garaud-video.html> [lien consulté le 24/06/2021].
32. Fondation Charles de Gaulle, Fonds Jean Mauriac, entretien avec Michel Jobert le 12 juin 1987, F36/6. Michel Jobert soutient la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981.
33. Telle est l'expression utilisée par Marie-France Garaud pour qualifier Valéry Giscard d'Estaing et son attitude vis-à-vis de l'Union soviétique durant la campagne officielle à la télévision, dans l'émission du 15 avril 1981, <https://www.ina.fr/video/CAB00062904> [lien consulté le 24/06/2021].
34. *Le Monde*, 10 avril 1981.
35. Michèle Cotta, *Cahiers secrets de la V^e République*, tome II : 1977-1986, Paris, Fayard, 2008, p. 409-410.
36. *Le Monde* du 20 novembre 1980.
37. Spot de campagne à la télévision du 21 avril 1981, consacré aux problèmes des femmes et aux problèmes de défense, <https://www.ina.fr/video/CAB01036703> [lien consulté le 24/06/2021].
38. Profession de foi de Marie-France Garaud.
39. Georges-Henri Soutou analyse ainsi une « inflexion dans le sens, pourrait-on dire, d'un certain retour aux paradigmes de la période de Gaulle-Pompidou, corrigeant les orientations de la première partie du septennat [de Giscard d'Estaing]. Même si, bien entendu, les circonstances ayant profondément changé, un retour total n'était pas concevable, malgré les critiques amères du RPR [...] à l'égard de la politique du président (dont on ne voyait pas ou ne voulait pas voir qu'elle avait dans une certaine mesure changé), Georges-Henri Soutou, *La guerre froide de la France, 1941-1990*, Paris, Tallandier, 2018, p. 442-443.

40. L'expression est citée dans l'article de Sabine Jansen, « La politique étrangère et l'élection présidentielle de 1981 », *op. cit.*, et François Mitterrand revient sur l'expression lors de son interview du 9 décembre 1985 consultable sur <https://www.vie-publique.fr/discours/138053-interview-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-lors-de> [lien consulté le 24/06/2021].
41. Profession de foi de Marie-France Garaud.
42. Spot de campagne à la télévision du 15 avril 1981, <https://www.ina.fr/video/CAB00062904> [lien consulté le 24/06/2021]. Voir Sabine Jansen, « La politique étrangère et l'élection présidentielle de 1981 », *op. cit.*
43. Lettre de Marie-France Garaud au chef de l'État, publiée dans *Le Monde* du 16 décembre 1980.
44. *Le Monde*, 25 décembre 1980.
45. Interview de Marie-France Garaud par Jean-Pierre Elkabbach, Antenne 2, 26 avril 1981, <https://www.ina.fr/video/CAB00052277> [lien consulté le 24/06/2021].
46. *L'Express* du 22 décembre 2016.
47. Voir l'article de Bernard Lachaise consacré à la candidature de Michel Debré dans ce même dossier.
48. Marie-France Garaud publie alors avec Philippe Séguin, *De l'Europe en général et de la France en particulier*, Paris, Le Pré aux Clercs, 1992, et Marie-France Garaud, *Maastricht, pourquoi non*, Paris, Plon, 1992.
-

RÉSUMÉS

Cet article analyse la campagne électorale de Marie-France Garaud à l'élection présidentielle de 1981. Après avoir retracé son parcours d'ancienne conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, l'article évoque son équipe, ses interventions dans les médias et son programme. Sa campagne est essentiellement orientée contre le Président sortant et sur l'anticommunisme.

This article analyses Marie-France Garaud's electoral campaign in the 1981 presidential election. After describing her career as an adviser to Georges Pompidou and Jacques Chirac, the article discusses her staff, her interventions in the media, and her platform. Her campaign was mainly directed against the incumbent president and focused on anti-Communism.

INDEX

Keywords : Garaud (Marie-France), women, power, presidential election, electoral campaign, anti-Communism

Mots-clés : Garaud (Marie-France), femmes, pouvoir, élection présidentielle, campagne électorale, anticommunisme

AUTEUR

SABRINA TRICAUD

Sabrina Tricaud est agrégée et docteure en histoire. Elle enseigne en classes préparatoires aux Grandes Écoles au lycée du Parc (Lyon). Spécialiste d'histoire politique et des entourages sous la V^e République, elle a notamment publié *Les Années Pompidou* (éditions Belin, 2014), et *L'entourage de Georges Pompidou : Institutions, Hommes et Pratiques* (éditions PIE Peter Lang, 2013).